

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Transition : les premiers engagements et réalisations sociales du CTRI

H.N.M
Libreville/Gabon

AU lendemain de la prise de pouvoir du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), nombre de compatriotes laissés-pour-compte par l'ancien régime, ont fondé leurs espoirs sur les nouvelles autorités. Particulièrement sur le plan social. De ce côté, chômage, absence de postes budgétaires, cherté du coût de la scolarité et bien d'autres donnent des migraines à beaucoup. Devant ce tableau sombre, le CTRI a pris des mesures fortes pour résoudre un certain nombre de problèmes. À commencer par la mise en solde de 1 000 postes budgétaires pour le secteur de l'éducation nationale qui a soulagé plus d'un. À cela s'ajoute la gratuité des frais d'inscription et de réinscription dans les établissements publics et confessionnels. Sans compter le rétablissement de la bourse dans le secondaire. Des mesures à fort impact qui ont permis cette année aux parents d'élèves de préparer sereinement cette rentrée des classes. De même, le CTRI, dans sa volonté de soulager le plus grand nombre, a décidé récemment de la mise sous gestion privée de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs). Cette décision a déjà permis un paiement à date de la pension retraite du mois en cours. Dans cet élan de nationaliser les secteurs clés, la CTRI entend poursuivre son engagement en faveur des Gabonais et Gabonaises de toutes les couches sociales. Et pour mener à bien cette mission, l'idée est de cibler les failles et d'agir en conséquence. Cela passe donc par la prise

en compte des agents de l'État encore sur le bas-côté et qui, comme d'autres, attendent de mettre à profit leurs connaissances. C'est donc dire que la nouvelle ère impulsée depuis le 30 août dernier, et qui devrait se poursuivre pour combler le retard accusé, va s'étendre à plusieurs autres pans sociaux. En bonne place, figurent la question de l'eau dans les ménages, l'insécurité galopante à Libreville et ses environs. Des chantiers, dans le cadre de la Transition, qui sont d'une importance capitale pour le pays.



Photo: DR

Emplois des jeunes : plus de 600 postes à pourvoir

LE message lancé par le chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, à l'endroit des entreprises du secteur privé et des administrations publiques vient de trouver un écho favorable avec l'annonce de plusieurs recrutements. Une première vague salubre qui en appelle d'autres.

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LA courbe du chômage va-t-elle s'inverser dans les prochains mois ? Il est sans doute trop tôt pour l'affirmer. Toutefois, des recrutements émergent ici et là ces derniers jours. Des offres d'emploi semblant répondre à la volonté des nouvelles autorités du pays. En effet, lors des consultations entamées après la prise de pouvoir du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le général Brice Clotaire Oligui Nguema avait émis le vœu de voir plus de Gabonais embauchés dans les entreprises. Pour lui, il est anormal que nos jeunes soient au chômage alors que des emplois sont occupés par des expatriés. Cette vision est en train de prendre corps. Tout d'abord au sein de l'administration publique. Les Douanes gabonaises viennent de mettre à la disposition du marché du travail 200 postes. Le recrutement se fera sur concours.



Photo: DR/L'Union

Le port international d'Owendo peut employer davantage de Gabonais.

Il faut souligner qu'il s'agit là d'un prestigieux concours qui, autrefois, se déroulait dans les coulisses. En effet, les dates de dépôt des dossiers pour passer cet examen n'étaient pas toujours accessibles au grand public. Dans le secteur privé, des recrutements sont aussi effectués. Pour l'heure, le secteur bancaire s'est engagé à ouvrir 300 postes pour des compatriotes sur la base de traitement de dossiers qui y seront reçus dans les différentes institutions. Selon les modalités

qui seront définies en direction du grand public. Outre les établissements financiers, le secteur pétrolier a commencé à réagir à son tour. La Société gabonaise de raffinage (Sogara) compte offrir une cinquantaine de postes aux jeunes ingénieurs. Les candidats retenus le seront eux aussi par voie de concours. Pour sa part, dans le secteur portuaire, Owendo Mineral Port (OMP) ne compte pas croiser les bras. Il a récemment lancé une campagne de

recrutement. Certes, pour l'heure, les chiffres annoncés ne peuvent pas considérablement influencer sur la courbe du chômage. Estimé à 21,5 % par la Banque mondiale, le taux de chômage ne pourrait réellement baisser que si les entreprises embauchent davantage sur une longue période. Ces différentes offres confirment, assurément, l'engagement du président de la Transition à répondre aux attentes sociales des Gabonais.